

Loin d'être apportée de l'extérieur, la confusion est depuis l'altermondialisme des années 2000 l'expression d'une partie de cette classe moyenne désemparée qui n'a plus de mouvement ouvrier structuré et puissant auquel s'adosser. Dans sa recherche d'une boussole, la défense de ses intérêts joue à plein, ce qui explique les angles d'attaque de sa critique : démocratie, culture, éducation, écologie, etc.

Comme l'ont montré le mouvement contre la loi Travail et Nuit Debout, dans la lutte des classes actuelle, ou ce qu'il en est, cette couche sociologique tend à occuper le centre de la contestation, et son idéologie (mouvante) à devenir hégémonique, balançant entre la construction d'une « vraie » gauche et le populisme. Ce dernier, avec son clivage peuple *versus* oligarchie, a aujourd'hui le vent en poupe.



# Carambolage

## à République



En couverture :

Frédéric Lordon, Etienne Chouard et François Ruffin se dirigeant vers la République.

**octobre 2016**



Article paru en octobre 2016 sur [ddt21.noblogs.org](http://ddt21.noblogs.org)

## Camera obscura ?

Loin d'être apportée de l'extérieur, la confusion est depuis l'altermondialisme des années 2000 l'expression d'une partie de cette classe moyenne désarmée qui n'a plus de mouvement ouvrier structuré et puissant auquel s'adosser. Dans sa recherche d'une boussole, la défense de ses intérêts joue à plein, ce qui explique les angles d'attaque de sa critique : démocratie, culture, éducation, écologie, etc. Comme l'ont montré le mouvement contre la loi Travail et Nuit Debout, dans la lutte des classes actuelle, ou ce qu'il en est, cette couche sociologique tend à occuper le centre de la contestation, et son idéologie (mouvante) à devenir hégémonique, balançant entre la construction d'une « vraie » gauche et le populisme. Ce dernier, avec son clivage peuple *versus* oligarchie, a aujourd'hui le vent en poupe.

Si les alternances politiques au sommet de l'État prouvent à l'envi (et beaucoup plus clairement qu'avant la Seconde Guerre mondiale) la similitude entre gauche et droite, il n'en est pas (ou pas encore) sorti un rejet social radical de la politique et de la démocratie. Juste l'abstention, entre désintérêt et passivité.

D'autres espèrent au contraire redonner sens à tout cela et se croient à la veille d'une recomposition de la gauche de la gauche qui prendrait la place de la gauche tout court. Quatre années se sont néanmoins écoulées entre le mouvement des Indignés de la *Puerta del Sol* et la création (perçue par certains comme une trahison) de *Podemos*. En France, pour que le socialisme français passe d'une SFIO décomposée au PS il aura fallu une longue gestation, des années 1960 à 1971, mais aussi trois semaines de grève générale suivies d'un mouvement social profond mais finalement défait. D'où l'espoir de 1981.

On aurait pu croire que la situation aurait *au moins* incité le milieu radical, en particulier ceux qui pensent pouvoir influencer sur les événements, à mettre la démocratie (et son rapport à la lutte des classes) au cœur des questionnements, ce n'est hélas pas le cas.

Il n'y a pas de révolution communiste sans critique du travail, pas non plus de *réforme* capitaliste sans mobilisation du travail. Or, en Europe comme aux États-Unis, le travail résiste comme il peut, mais prend peu l'offensive, même pour revendiquer, même pour des objectifs réformistes.

Sauf renouveau prochain des luttes de classes, et quel que soit le résultat des élections futures, la vie politique des années à venir risque malheureusement de se polariser autour de ce « peuple », son identité et ses limites. Il s'agira de ne pas perdre la tête<sup>13</sup>.

Constat démobilisateur ? Sans doute moins que la tournure prise par les événements et que l'activité substitutive de nombreux militants. Nous, au moins, ne croyons pas avoir de base à mobiliser.

Tristan Leoni, octobre 2016

<sup>13</sup> Pour nous, outre l'attention à porter à ce populisme et à ces dérives identitaires et pro-identitaires, des réflexions restent à mener, en particulier sur la précarité (car il est trop facile de voir tout le monde devenir précaire, donc potentiellement anti-capitaliste) et sur les « classes moyennes ».

idées qui gangrènent la gauche<sup>11</sup>.

Revenons au réel. Le protectionnisme reste un slogan irréalisable tant que l'Europe est dirigée par une bourgeoisie qui trouve son intérêt à une large circulation du capital et du travail. Lui imposer un autre fonctionnement supposerait des luttes de classes et/ou des conflits militaires qui pour le moment ne se déroulent pas en Europe.

## Divisions de prolétaires

La question de l'immigration passe pour la plus discriminante entre extrême-gauche et extrême-droite. En réalité, la ligne de partage n'a pas toujours été nette. Dans les années 1930, pour ne prendre qu'un exemple, la CGT demandait la préférence nationale pour l'embauche.

La « crise des migrants » remet aujourd'hui la question au premier plan, dans sa complexité et avec toutes ses implications<sup>12</sup> : « accueil » en Europe de centaines de milliers de migrants partis d'Afrique ou du Proche Orient ; aggravation des guerres et du chaos géopolitique ; réchauffement climatique ; patronat (notamment allemand) demandeur de main-d'œuvre et relativement déçu ; signature d'accords diplomatico-commerciaux (comme celui entre l'UE et la Turquie) ; montée des populismes ; organisation des flux devenue une activité économique florissante pour les mafias (du racolage de villageois au cœur de l'Afrique à la gestion des centres de réfugiés) ; etc.

Face à ce chaos, on peut remarquer que le discours (repris par le Pape François) demandant l'ouverture des frontières et dénonçant « *l'Europe forteresse* » n'a guère évolué depuis vingt ans, mais la gauche radicale n'ayant pas à améliorer le fonctionnement interne du capitalisme, ce caractère basique lui évite au moins de sombrer dans la confusion.

Il n'en va pas de même pour la gauche de la gauche qui aspire à gouverner, d'où un discours fluctuant, tantôt moraliste, tantôt électoraliste. On l'a par exemple vu ces dernières années avec les prises de position de Mélenchon qui précise aujourd'hui qu'il n'a « *jamais été partisan de la libre installation des migrants* ». Quant à résoudre la « crise » migratoire par des solutions innovantes mais humanitaires et solidaires (aides aux pays de départ, « *protectionnisme solidaire* », développement économique, relocalisation, multiculturalisme, décroissance, etc.), la générosité suppose un capitalisme à la fois prospère et une bourgeoisie réformatrice, deux conditions évidemment absentes.

Insoluble à bref ou moyen terme, il est peu probable que cette « crise » soit l'occasion d'en finir avec la confusion et le populisme ; mais l'on peut gager qu'elle sera pragmatiquement utilisée par la bourgeoisie pour diviser et exploiter davantage les prolétaires.

« *Sale nuit, nuit des fleurs, nuit de râles,  
nuit capiteuse, nuit sourde dont la main  
est un cerf-volant abject retenu par  
des fils de tous côtés, des fils noirs,  
des fils honteux !* »

André Breton, *Poisson soluble*, 1924

Un gouvernement « socialiste » qui attaque à nouveau les travailleurs, résolu à ne rien céder sur l'essentiel de sa Loi Travail, et des syndiqués de base qui réclament une grève générale à des directions préoccupées par leurs propres survies. Des journées de mobilisation nationale à répétition où l'énergie s'épuise sans se renouveler (tactique qui depuis vingt ans montre son inefficacité), des salariés lancés dans la grève de manière bureaucratique et en ordre dispersé, et de maigres cortèges rassemblant principalement des militants et des syndiqués. Une mobilisation bien inférieure à celle de 2010, où lycéens et étudiants ne participent qu'avec parcimonie tandis que chômeurs, précaires, « quartiers populaires » et même fonctionnaires s'abstiennent prudemment. Une faiblesse compensée par des actions et des blocages symboliques qui n'entraînent qu'un impact de même ordre sur la production et les transports.

Seuls les autonomes, anarchistes et apparentés ont, semble-t-il, pris des forces mais uniquement en termes de pratiques de destruction et d'affrontement avec la police, certes spectaculaires et davantage partagées (d'où l'enthousiasme de certains), mais sans ébauche d'auto-organisation du mouvement. Cette violence est d'ailleurs restée localisée et généralement condamnée par la majorité des manifestants et militants.

Globalement, le mouvement du Printemps 2016 a tourné sur lui-même, incapable d'atteindre une masse critique susceptible, sinon de faire reculer le gouvernement comme lors du CPE, du moins de bousculer institutions et évidences.

C'est parallèlement à cette lutte, et à sa marge, que le phénomène Nuit Debout a fait son apparition. On aurait dû s'y attendre. Même s'il s'avère un feu de paille, il a manifesté un état et une tension bien réels de la société, que l'on aurait tort de croire insignifiants ou de traiter avec mépris.

La lutte de classes s'affaïsse et les identités de classe se brouillent. À l'altermondialisme des années 2000 sont venues s'ajouter les théories post-modernes supposées révéler les nouvelles lignes de clivages grâce auxquelles il serait possible de converger contre ce monde que l'on peine à définir. Le capitalisme révolutionne et bouleverse tant qu'on ne perçoit plus que ce qui convulse à sa surface, non ce qui le structure. La force d'une idéologie, c'est de nommer, de mettre des mots simples sur un monde qui nous échappe. Des mots qui servent de slogans et que l'intellectuel développe en des concepts puissants et rassurants car ils sentent le neuf et l'autorité.

La « perte des repères », thème journalistique, est aussi une réalité vécue de façon trans-classiste par diverses parties de la société qui cherchent à y remédier. Mais la nuit n'aide pas à y voir clair.

<sup>11</sup> Par exemple le travail que mènent depuis 2004 les éditions Delga. Leur catalogue, bénéficiant de la présence de vedettes staliniennes comme le philosophe mondain Michel Clouscard (remis au goût du jour par son élève Soral) ou l'historienne conspirationniste Annie Lacroix-Riz, redonne un coup de jeune aux intellectuels du PCF des années 1970 et 1980.

<sup>12</sup> Sur la « crise des migrants » voir notre texte, « Califat et barbarie : En attendant Raqqa » (juillet 2016), sur le blog DDT21.

## Insomniaques ou somnambules ?

Par sa fréquentation et sa longévité, Nuit Debout a dépassé ses initiateurs (*Fakir*, Attac, DAL, CIP et autres mélenchonnistes). En se greffant sur le mouvement contre la Loi Travail, elle a profité de son énergie et de ses faiblesses (comme l'insatisfaction accumulée par les militants). Pendant plusieurs semaines, place de la République, des milliers de personnes ont discuté, assisté aux assemblées ou visité des stands. Cette réussite montre que pour beaucoup la loi Travail servait de prétexte pour « s'exprimer », « libérer la parole », alors même qu'un tiers d'entre elles - fait significatif - ne participait pas aux manifestations. Libre expression et démocratie sont leurs dénominateurs communs.

Le participant type serait « *un Parisien de 36 ans situé politiquement à gauche, diplômé et au chômage* »<sup>1</sup>, reflet d'une classe moyenne en proie au risque ou au phantasme de déclassement, rejetant la politique traditionnelle, heureux de découvrir ce qui lui semble d'incroyables innovations, en premier lieu le fait de se parler.

Décus de la gauche, ex-militants passés partout, paumés divers (des anti-*chemtrails* aux pro-AMAP), renards politiques de toutes obédiences, touristes, curieux et fêtards s'adjoignent aux néophytes béas en un incroyable carambolage idéologique, polymorphe mais strictement formalisé (commissions, ateliers, règlements, cahiers de doléances, etc.). Antipub, antispécisme, urbanisme, constitution, création monétaire, éducation populaire, discriminations, handicap, écologie, féminisme, économie sociale et solidaire, revenu de base, réappropriation du langage, vote blanc, etc., on débat de tout, sauf de ce qui fait



<sup>1</sup> « Qui sont les participants de Nuit Debout ? », *Politis*, 10 mai 2016

<http://www.politis.fr/articles/2016/05/qui-sont-les-participants-de-nuit-debout-34685> Nuit Debout a eu des aspects différents selon les villes et les militants qui en étaient à l'initiative, ici quelques altermondialistes, là des militants du PC, du PG ou une poignée du NPA.

Au peuple s'associe l'idée de nation qui n'est jamais, dans les pays capitalistes modernes, qu'une forme d'organisation permettant sa cohésion. Gauche et extrême gauche se gardent généralement de tout nationalisme trop caractéristique de l'extrême droite. Pourtant, du PCF à une partie du milieu anarchiste, il est de bon ton de soutenir les « peuples » lointains qui défendent leur terre, leur culture, leurs traditions ou leur identité contre des multinationales ou un État. Les milliers de kilomètres excusent sans doute les aspects identitaires, réactionnaires, interclassistes et nationalistes. Mais l'éloignement et la proximité restent des notions relatives.

Il est sans doute trop simple de dénoncer une énième résurgence nationaliste, sorte d'anomalie historique. L'idée de nation française remonte à loin et fut initialement et longtemps liée à celle de république, donc à la gauche. De Jaurès à Kropotkine, on ne manque pas de socialistes et d'anarchistes pour défendre le patriotisme (car théoriquement on peut être patriote sans être nationaliste).

Mais laissons le passé : deux siècles après la Révolution française, la nation, c'est le peuple, ce sont les 99 %. S'il y a du nationalisme chez François Hollande et Manuel Valls, ce n'est pas celui de Jules Ferry et Léon Blum. On n'est

pas attaché aujourd'hui à une nation comme on l'était à la Belle époque, l'entre-deux-guerres ou les Trente Glorieuses. Les réactions de l'après-13 novembre, même avec leurs drapeaux tricolores, en sont bien éloignées. Les « valeurs » de la France, sa devise, la démocratie et la république, compatibles avec le cadre de l'Union Européenne, priment sur le sol, le sang ou l'Histoire.

C'est ce mélange de re-soudage national et d'exigence de souveraineté populaire qui permet à Mélenchon de soutenir la régularisation des sans-papiers *qui travaillent* et de remarquer que « *dans l'internationalisme il y a l'internationalisme* ». La France mélenchonienne serait faite de *citoyens* de toutes origines, couleurs et religions, mais aussi de travailleurs étrangers... *en situation régulière*. Terre d'accueil, mais sans excès, elle se montrerait à la fois « juste » et ferme avec les sans-papiers. Comment s'offusquer que les politiciens et leurs militants aient « *la France* » à la bouche alors qu'ils espèrent participer à la gestion de l'entité politique qui porte ce nom et qui est le cadre structurant de la politique depuis 1789 ?

Il y a trente ans, l'emploi du mot « peuple » associé à « France » ou « Français » suffisait à cataloguer l'orateur comme « nationaliste », synonyme légèrement euphémisant de « facho ». Il n'en va plus de même. La nation fait bon ménage avec la critique du néolibéralisme « mondialisé », du « colonialisme » des pays européens par Bruxelles, et de l'influence souterraine des cercles de pouvoir,



## Nationalisme de retour ?

Pour celui qui refuse de penser la société comme structurée par des classes tenant leur existence et leur perpétuation de rapports de production, il est assez logique de croire en une infime minorité de maîtres du monde, et leur opposer un vaste ensemble : le ou les peuples.

Entre le FN parlant d'« *élite mondialisée* », Soral prêtant aux « *forces occultes* » une incarnation (les « *élites judéo-protestantes* »), et le Parti de Gauche dénonçant l'« *oligarchie bourgeoise* », les différences sont énormes mais les visions ont un point commun : capitalisme = mondialisation = marchés financiers.

La solution aussi est voisine : le peuple doit reprendre le contrôle de son destin. Depuis des décennies la politique néo-libérale est portée par une Union européenne qui fait peu de cas de la démocratie, le contournement du référendum de 2005 l'a montré, et dont la Constitution rendrait inapplicable la majeure partie des programmes du Front de Gauche ou du NPA<sup>8</sup>. Les projets alternatifs, y compris de gauche, supposent donc une reconquête de la souveraineté populaire, étape indispensable avant toute réforme sociale (ce qui rappelle la logique des luttes de libération nationale). Ce pouvoir du peuple, synonyme d'une *vraie* démocratie, signifie un inévitable renouveau du cadre national, français, italien ou norvégien. Reste à définir les limites de ce peuple.

Il n'y a pas à s'étonner de cette résurgence quand le vide causé par la fin de l'identité ouvrière, et l'abandon du vocabulaire de lutte des classes qui lui était lié, entraînent le désir d'autres formes de vie collective et de solidarité<sup>9</sup>. Le capitalisme décompose les communautés mais en recrée le besoin. Le populisme (de gauche ou de droite) a pour avantage d'agréger dans un même ensemble prolétaires, commerçants, artisans et petits patrons pour les opposer au « grand capital ». C'est à la bourgeoisie la moins engagée dans les échanges extérieurs que profiterait le protectionnisme auquel les candidats à une gestion alternative du capitalisme promettent de recourir.

La nouveauté ce n'est donc pas tant le retour du « peuple » sur la scène que ses habits. On théorise aujourd'hui la « *création d'un peuple* » autour de mythes et d'affects, comme le fait Chantal Mouffe au profit des Lordon et Ruffin<sup>10</sup>. Un auteur comme Jean-Claude Michéa, après sa critique de la gauche qu'il dissocie du socialisme, a également participé à cette reformulation d'un antagonisme entre « peuple » et oligarchie ; utilisant ce qu'il y a de plus conservateur chez Orwell, sa critique (nécessaire) de la notion de *progrès* a également participé à l'élaboration d'un discours *réactionnaire* à gauche.

tenir la totalité, et très peu du travail ou de sa critique.

Des camarades interviennent évidemment, espérant par leur rhétorique réorienter tout cela vers le droit chemin, celui de la lutte. Mais dans une *agora* dont le fonctionnement pousse à l'inclusion, la convergence et l'unanimité, refuser de se déterminer selon les critères moraux du juste et de l'injuste, du bien et du mal et parler de lutte des classes sont des acte de division, sinon de violence, qui ne peuvent que déplaire à la classe moyenne qui domine les lieux. D'autres profitent simplement de l'occasion et font de la place de la République un lieu de rendez-vous pratique pour partir en manif sauvage.

La sympathie dont a bénéficié Nuit Debout dans les grands médias atteste pourtant que ce mouvement n'était pas perçu comme un danger, plutôt comme un mouvement citoyen à rapprocher des manifestations ayant suivi les attentats de janvier 2015 ou des pleurs de novembre 2015<sup>2</sup>.

## Vulpes vulpes

Si Nuit Debout se résumait à ces bavardages, il serait inutile de s'y attarder. Or, bonne volonté et moyennisme se sont retrouvés accouplés avec des éléments véritablement politiques, en particulier avec cette frange militante rêvant d'un *Podemos* français (qui ressemblerait beaucoup au *Movimento 5 Stelle* italien). L'altermondialisme qui se voulait en rupture avec la tradition révolutionnaire et sa culture militante et n'envisageait plus que de « *changer le monde sans prendre le pouvoir* » (John Holloway) croise ici la vieille militance caméléonne de gauche. Leur terrain, celui de « *l'hégémonie culturelle* » gramscienne, nouveau nom de la méta-politique, relie ce beau monde. Il s'agit surtout de prendre le pouvoir pour, éventuellement, changer la surface du monde (démocratie, commerce équitable, bio, alimentation, AMAP, etc.). Et bien sûr de le réenchanter.

Leur gourou, l'économiste-philosophe Frédéric Lordon, lance des diatribes quasi insurrectionnalistes qui surprennent quand il affirme : « *nous ne sommes pas amis avec tout le monde. Et nous n'apportons pas la paix. Nous n'avons aucun projet d'unanimité démocratique.* »<sup>3</sup>. Le *all inclusive* a pour lui des limites. Mais qui les pose ? Et où ? Car un mouvement qui prétend représenter les 99 % ne saurait se limiter à la gauche, il transcende les divergences politiques et affirme son interclassisme. Son adjoint, François Ruffin, se pose lui en émissaire d'une « *petite bourgeoisie intellectuelle* » en quête d'une jonction avec « *les classes populaires* », alliance selon lui nécessaire à tout chambardement. Et de préconiser « *la naissance d'un mouvement populiste de gauche* » qui n'aurait peur ni du partage des richesses ni du protectionnisme, et auquel ne manquerait alors qu'une direction politique. « *Nous ne revendiquons rien* »... sauf le pouvoir.

Intervenant à la Bourse du Travail, Frédéric Lordon, après un long exposé anticapitaliste, révèle ce que doit être le projet stratégique de Nuit Debout ou de la structure qu'elle pourrait enfanter : le cadre institutionnel et libéral expliquant l'impasse des mouvements sociaux et rendant désormais impossible toute revendication, il faut s'attaquer à ce cadre... afin d'en bâtir un nouveau dans lequel revendiquer redeviendrait possible. Même l'aide gauche du mouvement ne

<sup>8</sup> Aurélien Bernier, *La Gauche radicale et ses tabous*, Paris, Seuil, 2014.

<sup>9</sup> Le Pen a pu d'autant mieux s'adresser au métallos en 2002 que le PCF s'était dés-ouvriérisé. Julian Misch, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, 2014.

<sup>10</sup> Sur Chantal Mouffe et son livre *L'illusion du consensus* (Albin, Michel, 2016), voir notre critique, « Populisme de Boue » (août 2016), sur le blog DDT21.

<sup>2</sup> Une partie de la presse se retournera après l'expulsion d'Alain Finkielkraut de la place de la République.

<sup>3</sup> Frédéric Lordon, « Nuit Debout : L'Étape d'Après », 20 avril 2016.

se propose pas de transformer le monde, mais de le faire évoluer pour pouvoir à nouveau, un jour, essayer de le transformer. On ne lutte plus pour des réformes aujourd'hui, seulement pour les rendre envisageables après-demain. Le réformisme n'est plus ce qu'il était.

## Démocrates-fascistes ?

La démocratie, alpha et oméga de Nuit Debout, a pour ennemi naturel le fascisme dont elle doit se démarquer. Faute de contrer la menace de nervis d'un FN absent (qui, sans participer à la contestation de la Loi Travail, n'a pas pour autant soutenu la loi)<sup>4</sup>, et après avoir repéré quelques militants d'extrême droite trop visibles, la vigilance s'est reportée sur ce spectre qui hante les assemblées depuis quelques années, le « *chouardisme* ». Et lorsque l'on cherche on trouve. Après s'être fait connaître et apprécier à gauche comme opposant au Traité Constitutionnel européen en 2005, Étienne Chouard est parti en quête du modèle de la démocratie idéale. Il propose de compléter le parlementarisme par du tirage au sort, réfléchit à une nouvelle constitution, dénonce l'oligarchie financière mondiale, évoque le programme du CNR de 1944, mais attend un homme providentiel du type Robespierre ou Chavez.

Or, après 2010, l'« éclectisme » intellectuel de Chouard l'amène à apprécier et citer des auteurs antisémites et en particulier Alain Soral, ce qui suffit pour nous à le disqualifier sur tous les plans, politique et intellectuel notamment. À un certain degré, le désordre de la pensée fait trop de dégâts pour être sans excuse. Son influence n'a pas pour autant diminué. En conséquence, dans le mouvement du printemps, à Paris et ailleurs, des anti-fascistes se sont fait un devoir de débusquer et d'éloigner les partisans avérés ou supposés de Chouard (ces derniers traitant ensuite les précédents de fascistes). Nous ne faisons pas un absolu de la liberté d'expression et, parfois, aurions été satisfaits de voir expulser d'une AG certains participants. Mais dans quelles assemblées ? Car se pose une autre question : nous, que faisons-nous là ?

<sup>4</sup> On sait ce que valent les sondages. En avril 2016, selon Opinionway, 70 % des électeurs du FN disaient comprendre le mouvement contre la Loi Travail et 67 % le soutenir. On ne demande heureusement pas aux grévistes et aux manifestants pour qui ils ont voté lors des dernières élections (on ne le demandera pas non plus à ceux qui feront la révolution).



Par elle-même sans intérêt, cette micro-histoire est un symptôme. Les anti-Chouard font valoir que sa pensée est nocive, mais elle l'est surtout de par les passerelles potentielles qu'elle pose vers l'extrême-droite. En réalité, le risque de voir les chouardistes contaminer Nuit Debout par *leur discours*, était nul ; ce discours y était déjà. Le démocratisme de Chouard est un condensé de celui qui définit altermondialistes, citoyennistes, Indignés et Nuit Deboutistes.

En fréquentant de près ou de loin Soral, Chouard révèle ce que le démocratisme a d'intenable. Nuit Debout se veut un espace de liberté, de libre discussion ouvert à tous... sauf à ceux auxquels il n'est pas ouvert, Chouard, Finkelkraut ou d'autres. Le tort de Chouard est de pousser le principe démocratique au point où il ne fonctionne plus, et oblige à décider qu'« *il n'y a pas de liberté d'expression pour les ennemis de la liberté* », et à refouler l'intrus hors de l'agora.

La vision du monde de Chouard repose sur l'opposition entre les forces du Mal, les « *très très riches* », et le camp du Bien, les 99 %. Il ne peut expliquer la domination des premiers que par leur malignité et leur manipulation, d'où l'importance qu'il accorde aux « *sociétés secrètes* ». Cela prêterait à sourire si ce n'était la version *hard* d'un conspirationnisme diffus qui fait des ravages *partout*. Très présente chez les altermondialistes, la théorie du complot des banquiers est revenue en force avec la crise de 2008, et l'extrême-gauche n'est pas la dernière à dénoncer lobbies et lieux de rencontre de la haute bourgeoisie, Bilderberg, Trilatérale, Davos ou Le Siècle<sup>5</sup>.

Tout le mal viendrait des banques, de leur trop-plein de pouvoir, monétaire et donc politique. En réduisant le capitalisme à ses excès financiers, la gauche et l'extrême gauche font passer le rôle aujourd'hui indéniablement majeur des banques pour la clef de voûte de l'exploitation capitaliste. D'où cette utopie d'une société moralisée, sans paradis fiscaux ni « patrons voyous », d'une fiscalité équitable, où nul n'est trop riche ni vraiment pauvre, d'une marchandisation modérée par la solidarité, tout cela grâce à une démocratie maximale dans le quartier, l'entreprise, la famille, l'école et même au parlement, partout. Ce projet paraît si extraordinaire qu'il est souvent perçu comme synonyme de fin du capitalisme alors qu'il n'en serait qu'une gestion douce car en conserverait les fondements essentiels (valeur, travail, argent, salariat, exploitation, État)<sup>6</sup>.

On comprend que la présence de chouardistes réels ou fantasmés embarrassait *une partie* de Nuit Debout<sup>7</sup>, car leurs idées sont le consensus même d'un tel rassemblement. Mieux valait, pour ne pas s'y reconnaître, repousser ce miroir. Chouard est l'enfant quelque peu monstrueux d'une gauche qui ne sait plus qui elle est, et d'une démocratie qui ne se définit plus par ce qu'elle fait ou fera, mais seulement par elle-même. Aujourd'hui qu'est-ce qu'être « de gauche » ? (voire pour d'autres, qu'est-ce qu'être « radical » ?) Faute de certitude sur le contenu, la réponse est avant tout négative : *ne pas être* raciste, homophobe et sexiste, critères assez flous pour que *tout le monde* s'y reconnaisse.

<sup>5</sup> En 2010 par exemple, Pierre Carles dévoile l'existence du club Le Siècle et organise des manifestations contre son dîner mensuel. L'extrême droite, qui l'avait dénoncée dès les années 1990, ne manque pas de s'inviter à ces rassemblements.

<sup>6</sup> Espérer en finir *réellement* avec le capitalisme dépasse aujourd'hui les bornes de l'utopie admissible alors que cela a été pendant plus d'un siècle le but affiché du mouvement ouvrier. Fait significatif, c'est en 1995 que la CGT a retiré de ses statuts l'objectif de l'abolition du salariat.

<sup>7</sup> L'autre partie, sans doute majoritaire, ne comprenait pas que cela puisse être un problème.